Privatiser l'enseignement public ? Les *academies* en Angleterre

Maroussia Raveaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/5442>

DOI : 10.4000/ries.5442

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2016

Pagination : 17-19

ISBN : 978-2-85420-611-1

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Maroussia Raveaud, « Privatiser l'enseignement public ? Les *academies* en Angleterre », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 72 | septembre 2016, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 03 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/5442> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.5442>

Ce document a été généré automatiquement le 3 juillet 2021.

© Tous droits réservés

Privatiser l'enseignement public ? Les *academies* en Angleterre

Maroussia Raveaud

- 1 L'Angleterre se livre actuellement à une expérience éducative inédite : rechercher de la cohérence dans un système fragmenté, en obligeant chaque établissement à devenir autonome.
- 2 Le gouvernement britannique a annoncé, en mars 2016, que tous les établissements scolaires publics devraient devenir des *academies* d'ici 2022. La levée de boucliers a conduit à l'abandon provisoire du caractère obligatoire de la mesure, mais l'objectif demeure.

Les *academies* contre les autorités locales

- 3 L'Angleterre n'a jamais eu un système éducatif uni, mais une juxtaposition d'établissements allant des *public schools* farouchement indépendantes, coûteuses et élitistes, aux écoles financées sur fonds publics, accueillant 93 % des élèves, qui peuvent être ou non sélectives, mixtes, confessionnelles. C'est au niveau local qu'étaient traditionnellement gérés les établissements primaires et secondaire du secteur public. Les autorités éducatives locales (LEA) déterminaient les programmes d'enseignement, les budgets, le recrutement et la paie des enseignants. Au cours des deux dernières décennies les pouvoirs des LEA ont été progressivement érodés, notamment par l'introduction de programmes nationaux en 1988 et de forces de marché dans l'éducation.
- 4 L'outil employé depuis quinze ans pour retirer les établissements à la tutelle des LEA est le statut d'*academy*. Il s'agit d'établissements publics mais autonomes : leurs fonds proviennent directement du gouvernement central, elles maîtrisent l'intégralité de leur budget et ne sont ainsi plus gérées par les LEA. Pour leur permettre d'être plus souples et réactives aux besoins locaux, elles ne sont pas astreintes aux programmes nationaux d'enseignement mais tenues de proposer un cursus « large et équilibré » et

leurs élèves passent les examens nationaux. Elles proposent souvent une spécialisation (technologie, langues vivantes, sport, arts visuels, etc.).

- 5 Créées en 2000, les *academies* servaient initialement à affranchir des établissements jugés défaillants de la tutelle des autorités locales. Le changement de statut était alors imposé par le gouvernement central à des établissements dont les résultats étaient considérés comme insuffisants et la gestion incompétente. Le partenariat avec des entreprises « sponsors » avait pour objectif d'y injecter le dynamisme du secteur privé et des pratiques de management innovantes.
- 6 Dans un deuxième temps, tous les établissements ont été invités à se convertir en *academies*, sur vote des parents, le sponsor n'étant plus nécessairement issu du monde de l'entreprise mais pouvant être un individu, une association, une université, un groupe religieux, etc. Les incitations financières et la perspective de maîtriser l'intégralité de leur budget sans ponction par l'autorité locale ont d'abord intéressé des « bons » établissements secondaires, puis d'autres ont suivi. Leur nombre est passé de 200 en 2010 à 5 000 aujourd'hui, concernant ainsi un élève sur sept. Les deux tiers des établissements secondaires sont des *academies* ; en revanche 85 % des élèves du primaire sont toujours dans des écoles des LEA.

Hostilité tous azimuts

- 7 Certains établissements convertis en *academies* ont connu des succès très médiatisés, tels Mossbourne Academy, en banlieue londonienne, brandie comme un exemple de réussite du programme. Revenu seul à la barre, le parti conservateur a annoncé la conversion obligatoire de tous les établissements publics en *academies*. En dévoilant la mesure, le chancelier George Osborne annonce : « Il est inacceptable que la Grande-Bretagne reste à la traîne dans les palmarès éducatifs internationaux. Je vais faire remonter le niveau et libérer les établissements du carcan de la bureaucratie locale » (15 mars 2016). Chaque élève devra bénéficier de « l'excellence » dont les *academies* sont censées être garantes (Livre blanc *Educational Excellence Everywhere*, mars 2016).
- 8 La décision a été très fortement contestée par le monde enseignant, les parents d'élèves, les syndicats, l'opposition (travailleuse) et même au sein de la majorité parlementaire (conservatrice), inquiète pour le devenir des écoles rurales. Au-delà du débat sur le bien-fondé de la réforme, sa faisabilité même est en question. Se présentera-t-il suffisamment de sponsors pour les milliers d'écoles à convertir ? Actuellement, des établissements peuvent se gérer collectivement avec un conseil d'administration commun, mais le modèle encouragé par le ministère est celui des chaînes commerciales. Pour qu'il soit viable, il faudrait un minimum de 1200 élèves au sein de multi *academy trusts* conçus comme « des modèles de gestion et pas seulement des pôles éducatifs » (*Guardian*, 12 avril 2016). La Cour des comptes britanniques (*National Audit Office*) a tiré la sonnette d'alarme car le manque de transparence des comptes de ces entités est évalué comme un « risque significatif » pour les finances du gouvernement, soit la catégorie la plus défavorable.
- 9 Sur le plan pédagogique, les *academies* ne sont pas tenues de suivre les programmes nationaux (*national curriculum*). Elles fixent les salaires et les conditions de travail des enseignants sans limites légales, et sont même affranchies, depuis 2010, de l'obligation d'employer des enseignants habilités, ceci devant permettre de privilégier les compétences et l'expérience professionnelle. Le Livre blanc prévoit que le chef

d'établissement décerne des accréditations professionnelles, ce qui inquiète les syndicats enseignants.

Un parti-pris idéologique ?

- 10 Le bilan des *academies* existantes est mitigé, et la décision de les imposer est critiquée comme un choix idéologique. En effet, le directeur du corps d'inspection (Ofsted) estime que 15 % seulement des plus grandes chaînes d'*academies* ont une réussite supérieure à la moyenne, au vu des progrès accomplis par les élèves, contre 44 % des établissements des LEA. Les sept *multi-academy trusts* les moins performants ne sont pas meilleurs que les autorités locales qu'ils étaient censés remplacer (*Guardian*, 15 mars 2016). Inversement, 82 % des écoles des LEA sont jugées « excellentes » ou « bonnes ». D'où l'opinion publique qui plaide majoritairement pour que les établissements soient libres de leur devenir.
- 11 La position des autorités locales est paradoxale : elles ont toujours la responsabilité de scolariser tous les enfants, mais aucune prise sur les *academies* pour les inciter à créer des places. La situation est particulièrement inquiétante pour les enfants qui ont des difficultés d'apprentissages ou de comportement : la médiatisation des palmarès des écoles conduit à des pressions sur les élèves « difficiles », en leur proposant par exemple un changement volontaire d'établissement plutôt que l'exclusion (*BBC Newsnight*, janvier 2016).
- 12 Mais c'est clairement le modèle du marché qui a la faveur du gouvernement. Des entreprises à but lucratif sont présentes à tous les échelons décisionnels, et plusieurs grandes chaînes sont dirigées par des entrepreneurs proches du gouvernement, sans expérience du secteur éducatif. Des malversations financières ont été mises au jour ou même l'octroi (légal) de salaires à six chiffres.
- 13 Sur le fond, les mesures proposées n'apportent aucun élément de réponse aux problèmes éducatifs pressants, à savoir la pénurie d'enseignants et de places dans les écoles, les inégalités scolaires croissantes et la chute des budgets des écoles en termes réels, pour la première fois en vingt ans.
- 14 Mais, comme le note Estelle Morris, ancienne ministre de l'éducation travailliste, la situation actuelle est intenable : deux systèmes scolaires publics fonctionnent en parallèle, l'un géré par les autorités locales, l'autre comme *academies* qui reçoivent leurs fonds et n'ont de comptes à rendre qu'au gouvernement central. Le démantèlement des LEA est vu comme un chantier inachevé. Mais une nouvelle cohérence peut-elle se construire sur le modèle de l'entreprise ?

INDEX

Keywords : autonomy, public schools, educational institutions, public funds, educational policy

Index géographique : Angleterre

Mots-clés : autonomie, école publique, établissement d'enseignement, fonds publics, politique éducative

Palabras claves : autonomía, escuela pública, instituciones de enseñanza, fondos públicos, política educacional

AUTEUR

MAROUSSIA RAVEAUD

Maroussia Raveaud est membre associée à l'Observatoire sociologique du changement (OSC) – CNRS/Sciences-Po, et *visiting fellow* à l'Université de Bristol (Angleterre). Ses recherches portent sur la socialisation et la citoyenneté à l'école, privilégiant l'entrée comparative et les approches ethnographiques. Elle est membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*. Courriel : edzmr@bristol.ac.uk